Mouvement des Entreprises de France

Nouvelles de Bruxelles

Publié le 27 février 2020

Future relation Royaume-Uni/UE, Nadhim Zahawi, réunion des ministres de l'industrie des Vingt-sept, budget 2021-2027, déséquilibres macroéconomiques français, coronavirus...

Future relation avec le Royaume-Uni : l'Europe adopte son mandat de négociation
Les Vingt-sept ont adopté le 25 février un mandat de négociation fixant leurs conditions pour la future relation avec le Royaume-Uni. Les deux parties ont dix mois pour s'entendre. La principale question sera de savoir si le Royaume-Uni adhèrera aux règles européennes pour assurer un level playing field et garantir des échanges sans frictions. Les négociations débuteront le2 mars.

Future relation avec l'Union européenne : le patronat britannique publie ses priorités
L'homologue britannique du MEDEF, la CBI, a publié ses 22 recommandations pour la future relation économique post-Brexit. Elle s'est concentrée sur des domaines spécifiques de la négociation : accord de libre-échange, adéquation des données, services financiers et accord sur l'aviation.

Le Secrétaire d'Etat britannique à l'industrie au Medef
Le 24 février, le Medef a accueilli le Secrétaire d'Etat à l'industrie Nadhim Zahawi. Il a rappelé la volonté du Royaume-Uni de conserver des relations étroites avec les entreprises françaises. Ses messages : conclure un accord avec l'UE d'ici la fin de l'année, éviter toute forme de dumping social et environnemental ; conclure des accords commerciaux avec les Etats-Unis, le Japon, l'Australie et la Nouvelle Zélande.

Réunion des ministres de l'industrie des Vingt-sept : le green deal en haut de l'agenda
A Bruxelles, les 27 et 28 février, les ministres débattront de la transition vers une industrie européenne circulaire et neutre pour le climat, dans le cadre du Pacte vert pour l'Europe. Ils débattront également du rapport 2019 sur les performances du marché unique qui s'inscrit dans le cadre du Semestre européen, le cycle de coordination des politiques économiques et budgétaires au sein de l'UE.

Un nouveau sommet européen pour trouver un accord sur le budget 2021-2027
Un sommet spécial réuni le 20 février n'a pu s'accorder. Du fait du Brexit, les recettes du budget vont mécaniquement baiser. Les projets européens, en termes de verdissement de l'économie et de numérique, sont à la hausse. Les pays contributeurs -dont Pays Bas, Danemark, Suède, Autriche- ne veulent pas donner plus. Les bénéficiaires des fonds européens veulent les conserver. La France tient à une PAC ambitieuse. Il faudra donc un second sommet pour parvenir à l'unanimité.

La France présente toujours des déséquilibres macroéconomiques
La Commission a publié les rapports- pays dans le cadre du Semestre européen. Pour la France, elle constate des progrès sur la formation et la simplification de la fiscalité. Mais pointe des risques chroniques : l'endettement privé et public, le chômage encore élevé, le ralentissement de la productivité. La Commission présentera fin mai ses recommandations pour des réformes nationales.

Coronavirus : l'Union européenne lance un nouveau programme d'aide
La Commission a annoncé le 24 février, un nouveau programme d'aide de 232 millions d'euros. Le commissaire européen à la gestion des crises, Janez Lenarcic, et la commissaire à la santé et à la sécurité alimentaire, Stella Kyriakides ont souligné que toute restriction aux frontières liée au coronavirus doit s'appuyer sur une évaluation

approfondie des risques et un avis scientifique.